

Paix dans le Pool : les ex-combattants Ninjas acceptent de participer au processus de DDR dans le département du Pool

Congo-Brazzaville

A&N no. 8 – 30 juillet 2008



Le Pasteur Ntumi annonçant la dissolution de sa milice

Le 9 juin dernier, le Pasteur Ntumi, de son vrai nom Frédéric Bintsamou, Président du Conseil National de la Résistance (ex rébellion), a annoncé la dissolution de la branche armée de son mouvement à Kinkala, chef-lieu du Pool où circulent encore ses milliers de partisans en armes.

« Nous prononçons aujourd'hui la dissolution de notre branche armée (...) Je ne veux plus que les gens meurent dans le Pool, sous prétexte qu'il y a Ntumi », a dit l'ancien chef rebelle, dans un discours prononcé à l'occasion de la cérémonie de lancement officiel des opérations de DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion) en faveur desdits éléments actifs autour de lui.

Lucie Malonga fait partie des femmes ex-combattantes qui seront bientôt réinsérées dans le cadre du quota des bénéficiaires que le

Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR) a réservé aux partisans du Pasteur Ntumi retranchés dans le département du Pool depuis 1998. A Kinkala, cette jeune femme est venue assister à la cérémonie officielle de lancement du programme. Elle se dit fatiguée de vivre en réclusion. « Voici dix ans que nous sommes dans le maquis avec papa (Ntumi). Nous avons bien envie d'arriver à Brazzaville. Il faut que le gouvernement fasse de son mieux pour que nous soyons pris en charge », clame-t-elle.

Pour changer sa vie, Lucie Malonga compte surtout sur les subventions pour microprojets promises dans le cadre de la réinsertion : « Nous voulons travailler, donc exercer un métier ; nous avons encore l'âge pour le faire. Le gouvernement nous a promis de l'argent pour cela. Nous attendons la réalisation de cette promesse ».



Lucie Malonga, ex-combattante

Actualités et à noter



Judicaël Samba

En 1998, lorsque commencèrent les affrontements entre l'armée gouvernementale et le Conseil National de la Résistance (CNR-ancien mouvement de rébellion), Judicaël Samba était élève dans un lycée de Brazzaville. Comme Lucie, aujourd'hui, il ne fonde ses espoirs que sur le processus de réinsertion : « *La démobilisation et le désarmement sont une bonne chose. J'attends la réinsertion pour reprendre la vie civile* ». A 38 ans, cet ex-combattant souhaite apprendre un métier : « *Mon âge actuel ne me permet pas de repartir sur le banc de l'école, je suis obligé d'apprendre un métier ; je verrai entre la maçonnerie et la mécanique...* »

Etienne Diafrik Diafouka, quant à lui, se repens. « *J'étais intelligent à l'école. Je regrette d'avoir arrêté mes études* », confie-t-il, avant de plaider sa cause : « *le gouvernement doit m'aider à me réinstaller pour bâtir mon avenir* ».

Dans leur majorité les ex-combattants actifs autour du Pasteur Ntumi n'envisagent pas leur réinsertion à travers les rangs de l'armée régulière. Leurs choix s'orientent vers les activités agropastorales. Selon eux, il n'y a rien de mieux pour se réinsérer dans les villages où ils vivent depuis dix ans. Alain Mboukou fait partie de ces ex-combattants. Il projette d'investir dans l'agriculture, pourvu que des moyens conséquents lui soient alloués. « *J'envisage un certain nombre de projets dans l'agriculture, mais il faut un financement pour se lancer, à savoir au moins 700.000 francs CFA (environ 1.400 dollars)* », dit-il.

Dans le cadre du PNDDR, chaque candidat à la réinsertion reçoit une subvention de 400 dollars. Tenant compte de ce montant, l'unité de gestion du programme encourage les ex-combattants à développer des microprojets groupés.

En attendant leur prochaine identification, les ex-combattants jusque-là actifs dans le département du Pool se préoccupent de leur réconciliation avec les communautés d'accueil. Interrogé à ce sujet, Judicaël Samba répond sans détours : « *Je voudrais dire aux populations qui ont subi la guerre qu'elles sont nos papas, nos mamans, bref ! nos parents... Nous les rassurons qu'il n'y aura plus d'exactions dans le département du Pool* ». Une promesse que Lucie Malonga traduit à sa manière : « *Nous voulons la paix* ».



Etienne Diafrik Diafouka

Financé par les bailleurs de fonds internationaux (la Banque Mondiale, la Commission européenne, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède), dans le cadre du MDRP (Programme Multi-pays de Démobilisation et de Réintégration), le PNDDR se propose de réinsérer 30.000 ex-combattants dont 19.000 auto-démobilisés, 6.000 agents de la force publique et 5.000 Ninjas du Pasteur Ntumi.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.